



Pr Kamel Bouzid *

La vaccination contre le HPV est toujours en suspens en Algérie, pour des raisons qui m'échappent

... Propos recueillis par Tanina Ait

Santé Mag : Vous avez participé à la Journée internationale sur les cancers, tenue le 23 juin 2018, à Sétif ; pouvez-vous nous dire, précisément, en quoi consistaient les débats de ce séminaire ?

Pr Kamel Bouzid : Les travaux de cette journée ont été consacrés à la prévention et au dépistage, thème qui recouvre, d'ailleurs, les trois premiers axes stratégiques du plan cancer ; à savoir : l'axe 1, qui correspond à la prévention des facteurs des risques, l'axe 2 concerne l'amélioration du dépistage de certains cancers et l'axe trois vise l'amélioration du diagnostic précoce.

Cette journée a vu la participation de nos collègues du Centre International de recherche sur les cancers (CIRC), de Lyon (France), ainsi que nos confrères Marocains, Tunisiens, Congolais et bien sûr, celle de nos compatriotes.

Au cours de ces travaux nous nous sommes appesantis sur la vaccination contre les cancers du col de l'utérus, le dépistage des cancers du sein, du colorectal et de la prostate.

Concernant notre pays, quels sont, aujourd'hui, les cancers à dépister ?

Les cancers du sein, du colorectal, du col de l'utérus et de la prostate. Concernant le cancer de la prostate, un dépistage de masse organisé n'est pas recommandé car il ne donne pas de résultats escomptés et relatifs à la baisse de la mortalité ; aussi, le dépistage sera individuel, à partir de 50, voire 45 ans, en cas d'antécédents. Ce dépistage se fera par un touché rectal et le dosage sanguin du PSA.

S'agissant du dépistage du cancer colorectal, qui est, d'ailleurs, le premier cancer qui touche l'homme et le deuxième chez la femme, après celui du sein, l'étude-pilote menée, à cet effet, par l'équipe de Béjaïa, a donné de très bons résultats.

Concernant les dépistages du cancer du sein et du col de l'utérus, à l'heure actuelle, il n'existe pas encore de dépistage de masse, puisque l'organisation de ce travail n'a pas été confiée aux professionnels de la santé, lesquels ne doivent pas être, au demeurant, obligatoirement des spécialistes ; mais, pas non plus des administratifs, qui ignorent tout de la question, comme cela a été, malheureusement, le cas.

Les seules opérations de dépistages, qui ont été menées à bien, sont celles organisées par les Associations el Amel d'Alger et Toudert de Béjaïa.

Pour qu'un dépistage soit efficace, il faut, d'abord, mener des campagnes d'information et de sensibilisation et on doit veiller à le refaire périodiquement, comme cela se déroule, justement, à Biskra, pour le cancer du sein, par exemple, où toutes les femmes, qui ont été dépistées une première fois, ont été rappelées.

Justement, vous avez présenté, à Sétif, une communication sur « la vaccination anti-HPV, dans la prévention du cancer du col et les autres pathologie associées » ; où en sommes-nous, à ce sujet ?

En Algérie, la vaccination contre le cancer du col de l'utérus est toujours en suspens, pour des raisons semble-t-il religieuses ; c'est, du moins, ce que

disent certains, en affirmant qu'à partir du moment où l'islam interdit les relations sexuelles hors mariage, il n'y a pas de risques d'être atteint par ces virus. Malheureusement, la réalité est toute autre. Dans notre pays, les virus 16 et 18 sont à l'origine de 70% des cancers du col. D'autres virus sont, également, cancérogènes ; à savoir : les 31, 33, 45, 52, et 58.

Ceci étant, si, par le passé, le vaccin bivalent contre les virus 16 et 18 ; puis, le tétravalent contre les 6 et 11, à l'origine de condylomes et verrues et les 16 et 18 cancérogènes, comme je viens de le dire, aujourd'hui il a été mis au point un vaccin, le nonavalent, comprenant 8 stéréotypes, qui protège contre toutes les formes de cancers du col de l'utérus et ce, jusqu'à 97%. De plus, si on vaccine les petits garçons en même temps que les petites filles, comme cela se fait en Australie et en Autriche, on diminue, très rapidement, la fréquence des condylomes.

C'est bien dommage que la vaccination ne se fasse pas dans notre pays, comme dans le reste du monde, notamment, dans les pays avancés, à l'évidence ; mais, également, en Afrique et au Moyen-Orient. C'est malheureux que la situation demeure en l'état, c'est-à-dire problématique ; or, paradoxalement cette vaccination fait partie du plan cancer, lequel a été initié conformément aux instructions du président de la République ■

* **Professeur Kamel Bouzid**

chef de service d'oncologie médicale à l'EHS Centre Pierre et Marie Curie (CPMC) ;
Président de la Société algérienne d'oncologie médicale.